

le prolétaire

el oumami

**Révolution
et
contre-révolution
en Russie**

parti communiste international

SOMMAIRE

Révolution et contre-révolution en Russie	
Introduction	4
Une révolution double	7
Politique et économie	9
Octobre était socialiste	11
Du "communisme de guerre" à la NEP	13
Victoire de la contre-révolution	17
Essor capitaliste de la Russie	18
La contre-révolution à l'oeuvre	20

POUR TOUTE CORRESPONDANCE OU POUR PRENDRE
CONTACT, ÉCRIRE À L'ADRESSE CI-DESSOUS:

F.GAMBINI, 20 RUE J.BOUTON 75012 PARIS.

Directeur de publication : Saro
Supplément au Proletaire n° 328
Imprimerie de l'éditeur

Articles parus dans "le
proletaire » n° 235, 236, 237, 238
(Basés sur une réunion publique
de décembre 1976)

I N T R O D U C T I O N

La maturation de plus en plus rapide des antagonismes inter-impérialistes à l'échelle internationale va pas sans dévoiler chaque jour davantage la nature de l'URSS, impérialiste au même titre que les puissances occidentales. Le dernier exemple en date fut sans doute l'intervention militaire directe de l'URSS en Afghanistan. Nous laissons donc aux partis révisionnistes made in Moscou et aux trotskystes qui qualifient encore l'Etat russe d' "Etat ouvrier dégénéré" la triste besogne de faire passer l'économie et la politique russes comme étant non-capitalistes.

Partout dans le monde, la bourgeoisie a essayé d'exploiter la défaite de la vague révolutionnaire des années 1917-1923 et la dégénérescence de la révolution d'Octobre en Russie pour appeler les prolétaires à renoncer à la lutte pour la révolution prolétarienne et le socialisme puisque l'exemple du "socialisme réel" démontrerait bien l'impossibilité pour le prolétariat d'échapper aux lois du marché, du salariat et du profit et que cette vaine tentative n'était concevable qu'au prix d'une nouvelle oppression politique

Dans les pays capitalistes occidentaux, la propagande bourgeoise se résume à appeler les prolétaires à ne concevoir leur lutte que dans la perspective de la réforme du mode de production capitaliste et de l' élargissement de la démocratie.

Dans la plupart des pays soi-disant "non-alignés", la bourgeoisie "nationale", surtout dans le cas où elle vient d'achever son cycle national anti-impérialiste, n'hésite pas à mettre à profit l'usure politique et idéologique de la propagande du social-impérialisme russe pour prêcher les bienfaits d'une soi-disant "troisième voie" qui serait ni capitaliste ni communiste.

Dans ces pays, la propagande des mouvements petit-bourgeois et néo-bourgeois consiste à appeler les prolétaires et les masses exploitées à concevoir leur lutte dans le cadre de la construction d'un "socialisme national" qui tient compte des "spécificités" de chaque pays". Le tout, évidemment, sous prétexte que la révolution d'Octobre a débouché sur une "nouvelle forme" d'exploitation et une "nouvelle forme" d'impérialisme.

Il s'agit là d'un mensonge grossier qui vise à paralyser les efforts et les luttes d'émancipation du prolétariat. Dans la réalité, ce n'est pas la révolution d'Octobre qui a engendré le social-impérialisme russe, mais c'est plutôt la contre-révolution stalinienne, dont le triomphe en Russie a signifié l'écrasement physique de la vieille garde bolchévique et l'élimination des acquis politiques d'Octobre, qui a donné naissance à un Etat capitaliste grand-russe poussant à fond les vieilles tendances impérialistes de la Russie tsariste.

Les militants révolutionnaires qui veulent se battre pour le vrai socialisme, c'est-à-dire le socialisme scientifique, et les jeunes qui s'éveillent aux questions théoriques et historiques de l'émancipation prolétarienne sont aujourd'hui avides de savoir comment la plus grande révolution victorieuse qu'ait pu réaliser le prolétariat dans le monde a pu finalement être écrasée par une contre-révolution dont la moindre ignominie n'est pas de s'être présentée aux travailleurs de tous les pays sous le masque du socialisme.

En attendant la réédition de nos textes de parti consacrés à ce sujet et qui sont aujourd'hui malheureusement épuisés, nous espérons donner à nos lecteurs une réponse synthétique aux questions qu'ils se posent en reproduisant ici une série d'articles parue dans notre journal bimensuel en langue française Le Proletaire.

Pour plus de précisions en ce qui concerne la portée historique de la contre-révolution stalinienne au point de vue de la dénaturation du but final du mouvement communiste aux yeux de millions de travailleurs à travers le monde, et au point de vue de l'avilissement de la théorie marxiste auquel le stalinisme s'est livré en dépassant de loin les tristes exploits des révisionnistes sociaux-démocrates de la IIème Internationale en faillite, nous invitons le lecteur à se reporter au premier chapitre de notre brochure intitulée Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois, brochure qui revient par ailleurs sur la définition du socialisme scientifique et sur les caractéristiques des différentes phases de l'émancipation révolutionnaire, de la dictature du prolétariat jusqu'à la phase supérieure de la société communiste sans classes et sans Etat.

Février 1981

Révolution et contre-révolution en Russie

Une révolution double

Au début du siècle, la situation en Russie était éminemment révolutionnaire. Mais, tous les marxistes étaient d'accord là-dessus, la révolution à l'ordre du jour en Russie était d'abord la révolution démocratique bourgeoise.

Les besoins mêmes de sa survie avaient contraint l'autocratie tsariste à tolérer et même à promouvoir un certain développement du capitalisme; au sein même du féodalisme d'Etat. Dans l'agriculture, les formes communautaires du *mir* avaient été minées par l'abolition du servage et l'essor de la production pour le marché et, comme Lénine le montre en 1894, l'introduction de la propriété privée, du mercantilisme et de la différenciation de la paysannerie en classes étaient désormais irréversibles. Mais ce développement restait fragmentaire parce qu'entravé par le carcan du droit féodal, des anciennes formes de propriété et de responsabilité, du parasitisme des propriétaires fonciers, etc. La paysannerie russe avait besoin de faire sauter tous ces obstacles solidement maintenus en place par l'absolutisme.

Dans l'industrie, c'est l'Etat tsariste lui-même qui avait encouragé un certain développement, ne serait-ce que pour réaliser un minimum de production d'armement. Mais les implantations industrielles restaient limitées à quelques grands centres. La bourgeoisie profitait en un sens de l'oppression des ouvriers par l'Etat féodal, mais elle souffrait à son tour du manque de liberté de mouvement, de son manque d'autonomie et de contrôle sur le pouvoir et l'administration.

Bref, l'introduction du capitalisme avait déjà miné et décomposé les anciennes formes de production et structures sociales, mais le développement des nouvelles était bloqué par le tsarisme. Il en résultait une situation de crise sociale et politique permanente, au point que presque toutes les classes aspiraient au changement: *même les grands-ducs sont révolutionnaires aujourd'hui*, dira Lénine en 1905.

Si plusieurs classes étaient révolutionnaires, elles l'étaient toutefois à des degrés divers et avec des buts différents. C'est

que dans cette situation de révolution *bourgeoise*, le prolétariat se présentait avec un poids et une autonomie qu'il n'avait pas eus en Angleterre au XVII^e ou en France au XVIII^e siècle, ni même en Allemagne en 1848. Il n'est donc pas étonnant que la bourgeoisie russe se soit montrée encore plus timorée et veule que la bourgeoisie allemande. Elle aurait bien voulu être débarrassée de l'Etat tsariste, des propriétaires féodaux, de la bureaucratie parasitaire, etc., et disposer du pouvoir. Mais elle avait peur de ne pas pouvoir contrôler les masses rurales et surtout le prolétariat : elle reculait devant les risques d'une révolution entraînant les masses dans l'action, elle rêvait de « réformer » progressivement l'Etat féodal dans le sens bourgeois. Ce n'est que par l'effondrement du tsarisme dans la guerre qu'elle sera acculée à la révolution, et qu'elle tentera de la contrôler pour instaurer une république bourgeoise.

La couardise de la bourgeoisie, son refus d'assumer ses propres tâches révolutionnaires, la rendait incapable de canaliser sous sa direction les masses petites-bourgeoises radicales, surtout paysannes, qui avaient besoin de se libérer des propriétaires fonciers et des exactions de la bureaucratie tsariste, qui aspiraient à la terre et à la liberté et qui, effectivement, étaient révolutionnaires, mais, contrairement aux illusions de leurs dirigeants politiques, ne l'étaient que par rapport aux structures et rapports pré-capitalistes.

Devant cette situation, le parti social-démocrate russe s'est scindé en trois tendances. Du fait que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme, que la révolution à l'ordre du jour devait encore y accomplir les tâches d'une révolution bourgeoise, les menchéviks tiraient la conclusion que la direction de cette révolution incombait à la bourgeoisie, que le prolétariat devait soutenir la lutte révolutionnaire de cette bourgeoisie, l'aider à renverser le tsarisme et la pousser au pouvoir... et passer alors dans l'opposition. Jusque-là ils récusent toute action *politique* autonome du prolétariat, sous prétexte qu'elle risquait de briser « l'unité » des révolutionnaires et de rejeter la bourgeoisie dans les bras du tsar.

Trotsky avait raison de leur opposer la faiblesse, la lâcheté et, finalement, l'impuissance de la bourgeoisie russe, et de revendiquer pour le prolétariat la direction même de la révolution démocratique bourgeoise

Notons cependant qu'il avait tort d'en tirer la conclusion que la bourgeoisie était désormais devenue irrémédiablement incapable de diriger toute révolution bourgeoise. D'ailleurs l'écrasement et la destruction du mouvement de classe indépendant du prolétariat ont disqualifié partout la candidature du prolétariat à la direction des révolutions démocratiques depuis cinquante ans, ce qui n'a pas empêché que les classes bourgeoises ou ses devancières les dirigent partout, même avec leurs faiblesses et leurs inconséquences. Poussant la position de Trotsky à l'absurde, certains de ses disciples ont été conduits à dénier toute réalité aux révolutions nationales-démocratiques du XX^e siècle, ou à leur attribuer d'office une nature prolétarienne. Il est difficile de dire laquelle de ces deux inepties a des conséquences politiques plus néfastes !

La seconde erreur de Trotsky résidait dans sa façon de concevoir la « permanence » de la révolution. S'il était juste d'attribuer au prolétariat le rôle dirigeant même dans la révolution bourgeoise, il était faux d'en conclure que cette prédominance politique lui permettrait de passer directement au socialisme. En fait le Trotsky de 1905 commettait une erreur analogue à celle des menchéviks, celle qui consistait à poser les questions de la révolution russe en termes *nationaux*. La Russie n'est pas mûre pour le socialisme, disaient les uns, donc le prolétariat doit laisser la direction de la révolution et le pouvoir à la bourgeoisie. La bourgeoisie russe est incapable de mener sa propre révolution, répondait l'autre, c'est le prolétariat qui doit la conduire et lorsqu'il sera au pouvoir il ne « s'autolimitera » pas à des mesures bourgeoises, mais passera au socialisme.

Les bolchéviks, par contre, envisageaient l'intervention du prolétariat dans la révolution russe comme un moment de sa lutte *internationale*, tout comme Marx et Engels l'avaient fait en Allemagne en 1848. C'est dans ce sens, et non dans celui d'un passage immédiat au socialisme, qu'ils parlaient de « permanence » de la révolution : « Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente jusqu'à ce que le prolétariat se soit emparé du pouvoir dans les pays déterminants à l'échelle mondiale », écrivait Marx dans l'Adresse de 1850.

En Allemagne à cette époque, comme en Russie en 1917, la révolution devait encore débarrasser les formes pré-capitalistes et ne

pouvait d'emblée passer au socialisme. Son objectif essentiel était le renforcement de la lutte et la victoire du prolétariat dans les pays plus avancés. Tout comme Marx et Engels, Lénine insiste sur la différence entre les objectifs locaux immédiats et les objectifs internationaux et généraux. En même temps qu'il rappelle que : « le contenu social [notez bien : le contenu social] de la prochaine révolution en Russie ne peut être que la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », il affirme avec force que : « le prolétariat de Russie a pour devoir de mener à son terme la révolution démocratique bourgeoise en Russie afin [notez bien : afin] d'allumer la révolution socialiste en Europe », (Quelques Thèses, oct. 1915, Œuvres, tome 21, p. 416).

Nous ne pouvons citer ici que quelques-uns des nombreux passages (il y en a des dizaines) où Lénine insiste sur le caractère « modeste » et non-socialiste des objectifs immédiats en Russie. A la VII^e Conférence du parti à Petrograd en mai 1917, il déclare : « Nous ne pouvons pas être partisans « d'introduire » le socialisme, ce serait la pire des absurdités. Nous devons préconiser [n.b. : préconiser] le socialisme ». Voilà de quoi faire dresser les cheveux sur la tête à tous les immédiatistes : un dirigeant du prolétariat qui prône la prise du pouvoir mais pas pour « introduire » le socialisme ! Mais alors, demandent-ils, pourquoi donc prendre le pouvoir ? Lénine répond : « Les Soviets des députés ouvriers et paysans doivent prendre le pouvoir, mais non pour créer

une république bourgeoise du type habituel, ou pour passer directement au socialisme. C'est impossible. Alors, pourquoi faire ? Ils doivent s'emparer du pouvoir pour pouvoir prendre les premières mesures pratiques que l'on peut et que l'on doit effectuer et qui tendent à préparer [n.b. : préparer] ce passage » (Œuvres, tome 24, p. 240). Cette préparation n'est d'ailleurs pas un problème local mais international, comme Lénine le souligne dans sa Lettre d'adieu aux ouvriers suisses (1917) : « Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les meilleures conditions pour la révolution socialiste et la commencera en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention dans les batailles décisives de son allié principal, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat socialiste européen et américain » (Œuvres, tome 23, p. 401 ; souligné par Lénine).

Des années durant, avant, pendant et après la révolution, les bolchéviks ont ainsi répété qu'il était impossible de passer au socialisme dans la seule Russie. Mais alors, demandent-ils, d'une seule voix menchéviks, anarchistes, stalinien, etc., si on ne pouvait pas faire le socialisme en Russie, fallait-il prendre le pouvoir ? Et en quoi la révolution d'Octobre mérite-t-elle la qualification de « socialiste » ? Notre réponse est simple : le caractère *socialiste* d'Octobre ne doit pas être cherché dans le domaine économique et social, mais dans le domaine *politique*. D'une façon générale, et pas seulement en Russie, la distinction entre ces deux niveaux est assez importante pour qu'on s'y arrête.

Politique et économie

Le marxisme a montré que la base de tous les rapports sociaux est constituée par les rapports de production et que l'Etat, instrument de domination d'une classe sur les autres, se trouve en général entre les mains de la classe qui détient aussi le pouvoir économique. Mais c'est une défor-

mation mécaniste et antidialectique de cette explication que de représenter l'Etat comme un simple « reflet » ou une « superstructure » des rapports économiques, d'imaginer en quelque sorte que l'Etat prolétarien ou socialiste doit être fondé sur une économie socialiste, comme l'Etat bourgeois qui a

pour base l'économie capitaliste. Un tel schéma escamote tout simplement la question de la transition du capitalisme au socialisme et supprime la thèse centrale du marxisme, la dictature du prolétariat.

Pour s'émanciper, et émanciper l'humanité toute entière, le prolétariat doit détruire les rapports capitalistes de production. Pour cela, il doit commencer par détruire l'appareil de domination et de coercition qui défend et protège ces rapports de production, l'Etat bourgeois. Mais cela ne suffit pas. Car si cette révolution politique, la destruction de l'Etat capitaliste, peut être réalisée en un laps de temps très court, l'élimination des rapports de production capitalistes demandera une longue période. En effet, il ne s'agit pas seulement « d'expropriés les expropriateurs ». Il s'agit d'éliminer effectivement tous les obstacles (rapports mercantiles, circulation marchande, salariat, circulation du capital et ses lois) qui empêchent la société dans son ensemble de disposer immédiatement des forces productives, des producteurs et des produits du travail social. Il s'agit de briser l'autonomie des entreprises et leur mode de communiquer par l'échange, d'abolir non seulement l'argent mais toute comptabilité en valeur, d'effacer jusqu'à la notion de « rendement en valeur », pour arriver à centraliser et à planifier toute l'activité humaine uniquement en fonction de l'utilité sociale. Cela demandera des dizaines et même des centaines d'années.

Durant cette période de transition du capitalisme au communisme « l'organisation politique de la société ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat », dit Marx dans la *Critique du programme de Gotha*. Pourquoi ? Précisément parce que cette période ne connaît pas de rapports économiques stables et cohérents, mais qu'elle est caractérisée par une économie « contradictoire » comme dit le *Manifeste*, une économie où des lois opposées jouent en même temps, et qui ne tient que par sa tendance dynamique. Parce que dans cette période les rapports capitalistes restent partiellement en vigueur, tendant à se généraliser, faisant renaître ou gonflant des forces sociales qui identifient leurs intérêts à ces mécanismes économiques. Parce que le prolétariat s'est érigé en classe dominante de la société, mais que les lois du capital continuent à régir en partie l'économie et qu'il faut tous les jours « intervenir despotiquement » pour restreindre leur champ d'action et briser les tendances sociales que leur jeu suscite.

Si le prolétariat a besoin d'un pouvoir d'Etat, c'est justement parce que et dans la mesure où l'économie n'est pas encore socialiste. A mesure que les rapports de production seront débarrassés des déterminations capitalistes et les vieilles habitudes sociales modifiées, à mesure que la division la nécessité de la contrainte sociale tendra à s'effacer elle aussi, l'Etat s'estompera. Tant qu'il existe, le pouvoir prolétarien ne repose donc nullement sur une économie qui lui serait propre, il n'a pas de base « économique », puisqu'il tend à bouleverser l'économie. C'est bien pourquoi il doit être révolutionnaire, reposer sur la force et la terreur.

Il est certain que la position d'un Etat prolétarien sera d'autant plus assurée qu'il pourra plus rapidement attaquer les rapports capitalistes, « déracinant » ainsi les forces sociales qui s'opposent à lui. Mais il ne faut pas oublier que le passage au socialisme au sens complet n'est concevable qu'à l'échelle mondiale. Cela ne signifie nullement que la dictature prolétarienne limitée à un moment à une partie du monde ne puisse pas y introduire des mesures socialistes, bien au contraire. Mais cela signifie que la lutte du prolétariat est une lutte internationale, et que la véritable « prise du pouvoir » est celle qui lui assure le pouvoir dans les pays déterminants du monde.

Par rapport à cet objectif central et primordial de la lutte de classe, même des épisodes aussi grandioses que la conquête du pouvoir dans un pays ou dans un continent font figure de luttes partielles, de victoires partielles qui peuvent toujours être remises en question. La lutte pour de tels objectifs, pour importants qu'ils soient, ne doit jamais être considérée comme une fin en soi. L'acquis réel de telles victoires, aussi formidables soient-elles, est celui de toute lutte partielle : l'organisation croissante du prolétariat pour la lutte révolutionnaire, le renforcement de la lutte pour l'objectif général. C'est pourquoi, même dans un pays capitaliste mûr, le passage à des formes plus ou moins socialistes dans l'économie restera subordonné à la lutte internationale pour le pouvoir ; il ne devra jamais gêner cette lutte, mais la servir. Tant que le prolétariat n'a conquis le pouvoir que dans un pays ou groupe de pays, il ne cherche pas à en faire un « paradis socialiste », mais bien un bastion de la révolution mondiale.

Même dans un pays capitaliste avancé, le caractère « socialiste » d'un Etat se mesure donc moins à ses réalisations économiques immédiates qu'au rôle qu'il joue dans la lutte de classe internationale. A plus forte raison en est-il ainsi dans un pays arriéré, et de plus dévasté par la guerre et la guerre civile. Dans quel sens peut-on dire que la Fédération des Républiques Soviétiques est Socialiste ? Au X^e Congrès du PC russe, en 1921, Lénine répond : « Il ne s'est pas trouvé un seul communiste pour nier que l'expression « République Socialiste Soviétique » signifie que le pouvoir des Soviets entend réaliser le passage au socialisme, et non point qu'il reconnaisse le régime actuel pour un régime socialiste ».

Loin de chercher du « socialisme » dans le régime économique russe, dans la nationalisation de la terre et de la grande industrie, dans le contrôle étatique ou dans le monopole du commerce extérieur, Lénine le voit dans les intentions du pouvoir soviétique, dans ses projets, dans son programme, c'est-à-dire dans sa nature politique.

Car si le « contenu social » d'Octobre 1917 ne pouvait être que celui de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », précisément parce qu'il était déterminé par les conditions de la Russie, sa forme politique allait bien au-delà, précisément parce que la classe qui dirigeait cette révolution était une classe internationale, parce que le prolétariat de Russie était directement lié aux conditions de la révolution internationale. Ce sont donc les caractères et les acquis politiques de la révolution d'Octobre — dont nous

allons indiquer brièvement les plus importants — qui montrent sa nature prolétarienne.

Le premier aspect purement prolétarien d'Octobre fut la rupture du front de guerre impérialiste. Après le renversement du tsarisme en février, la bourgeoisie russe met en avant la « défense de la révolution et de la démocratie » pour se lancer à fond dans la guerre impérialiste. La revendication de la paix avancée par les bolchéviks, et qui fut l'un des mots d'ordre de la prise du pouvoir, répondait certes à la lassitude des soldats, en majorité paysans, qui en avaient assez de la guerre. Mais elle était bien autre chose qu'une simple aspiration pacifiste. Ce n'est pas la guerre en général que le pouvoir des soviets dénonce en Octobre, mais la guerre impérialiste : en se retirant de celle-ci, il appelle les prolétaires du monde entier au défaitisme révolutionnaire, il les appelle à briser l'Union Sacrée et à reconstituer le front de classe international, il les appelle à transformer la guerre impérialiste en guerre civile pour le renversement de la bourgeoisie.

Voilà qui montre clairement quelle classe dirigeait l'Etat des soviets : quelles qu'aient pu être ses capacités révolutionnaires, aucune autre classe que le prolétariat ne pouvait se placer sur ce terrain, celui de l'internationalisme prolétarien. Il suffit de penser que la Chine populaire a lancé, elle, le mot d'ordre de la « coexistence pacifique », pour mesurer la différence avec le pouvoir des soviets qui, dans son acte de naissance même, se dresse contre la trahison social-démocrate, se dresse contre le social-patriotisme en proclamant aux prolétaires du monde entier les positions de la gauche marxiste : *L'ennemi est dans notre pays !*

Octobre était socialiste

Un autre aspect socialiste d'Octobre réside justement dans le fait que le prolétariat, dépassant toutes les alliances, ait dû assumer seul la direction de l'Etat, que tous les autres partis ont dû être éliminés de la scène politique jusqu'à ce que le parti communiste dirige seul la dictature. L'insurrection armée, la destruction de l'Etat existant, la dictature et la terreur sont certes des aspects nécessaires d'une révolution prolétarienne ; mais

ils ne suffisent pas à la caractériser, puisque toutes les révolutions, même bourgeoises, présentent ces aspects. L'élimination de tous les autres partis, par contre, le monopole politique du parti de classe du prolétariat, montrent qu'on est allé bien au-delà d'une révolution bourgeoise.

Ce monopole du parti du prolétariat à la tête de l'Etat est d'autant plus remarquable que le prolétariat n'est pas la seule classe

au pouvoir. Car si l'Etat issu d'Octobre n'a rien de commun avec une « république bourgeoise du type habituel », il serait cependant faux de le considérer comme une forme pure de dictature du prolétariat ; sa réalité était plus complexe, comme Lénine l'a souligné à maintes reprises.

Ce qui le distingue d'emblée d'une république bourgeoise, c'est le fait qu'il se présente ouvertement comme un *Etat-de classe*. Il ne repose pas sur une « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen », mais sur une « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », puisqu'il était impossible d'éliminer l'exploitation à brève échéance. Loin de reconnaître les mêmes droits à tous les « citoyens », il *prive* certaines classes, les classes exploiteuses, de tout droit politique. Mais, contrairement à la dictature du prolétariat, il ne réserve pas les droits politiques au *seul* prolétariat. Le pouvoir des soviets repose sur *deux classes*, qui ont toutes deux des *droits politiques* et participent toutes deux à la vie et à l'activité de l'Etat, le prolétariat et la paysannerie. Il faut toutefois remarquer que ces deux classes représentées dans l'Etat *ne sont pas* sur un pied d'égalité : le prolétariat *prédomine* sur la paysannerie. Cette prédominance est concrétisée par le poids différent entre une voix d'ouvrier et une voix de paysan dans les élections aux soviets ; elle se retrouve aussi dans le mode de recrutement de l'Armée Rouge, qui non seulement exclut les membres des classes possédantes, mais enrôle sélectivement et différemment les ouvriers et les paysans.

L'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie (qui s'est traduite par le fait que les paysans non exploités étaient partie prenante dans l'Etat) visait la lutte contre le passé et la contre-révolution féodalo-grand-bourgeois-impérialiste ; elle n'était pas l'équation de classe de la marche vers l'avenir. Au cours de la guerre civile, d'ailleurs, les rapports entre la classe ouvrière et les différentes classes de la paysannerie furent rien moins que figés, et le prolétariat dut réprimer durement les koulaks et neutraliser les constantes oscillations de la masse moujik, en essayant de s'appuyer pour cela sur la paysannerie semi-prolétarienne. Et vers la fin de la guerre civile, il dut noter à Kronstadt le spectre de la contre-révolution paysanne petite-bourgeoise. C'est parce que la classe dirigeant la révolution visait *beaucoup plus loin* que ce contenu immédiat des mesures économiques et sociales d'Octobre 1917, en renforçant le prolétariat mondial et en s'appuyant sur lui, qu'elle s'est arrogée la prééminence dans l'Etat. La montée de la révo-

lution en Europe aurait permis d'*accentuer* encore cette prééminence, d'accorder de moins en moins de droits politiques à la paysannerie russe, d'appuyer toujours plus directement l'Etat soviétique sur le prolétariat international, et d'arriver ainsi à une pure dictature du prolétariat.

Il faut remarquer en effet que les bolchéviks n'ont jamais présenté la constitution des soviets comme un état « idéal » et permanent. Bien au contraire, ils ont toujours insisté sur son caractère contingent et transitoire. Ainsi, par exemple, Trotsky explique dans *Terrorisme et Communisme* que la base sociale des soviets, « corps agissants » comme la Commune et non « parlements ouvriers », ne pouvait pas être délimitée une fois pour toutes, mais dépendait du déroulement des luttes des classes ; que, selon la position qu'elles prenaient dans ces luttes, des couches entières étaient admises à participer aux soviets ou, au contraire, brutalement éjectées. On est loin, non seulement de la démocratie bourgeoise ou de la démocratie en général, mais aussi des schémas formels d'une « démocratie ouvrière » censée garantir automatiquement la voie révolutionnaire ! Le fait que par la suite Trotsky lui-même ait cherché dans une telle démocratie soviétique formelle une garantie contre le stalinisme prouve seulement que personne n'est à l'abri de la pression politique de la contre-révolution.

Citons encore un exemple caractéristique de la façon dont les bolchéviks légiféraient. Les communistes tendent à la suppression de la famille, à la dissolution de l'économie domestique, à la prise en charge par la société de tous les besoins, matériels et « spirituels », des enfants. C'était évidemment irréalisable dans la Russie de 1920. N'ayant pas la possibilité matérielle de fonder l'économie familiale dans l'ensemble de la production sociale, les bolchéviks n'ont pas pu supprimer la famille ; ne pouvant s'occuper socialement de tous les enfants, ils ont dû obliger par la loi les parents à pourvoir à leurs besoins. Mais ils ont éliminé toute la métaphysique de « la famille-base-de-la-société », ils ont réduit le mariage et le divorce à de simples enregistrements administratifs et annoncé le *dépassement* de toutes ces mesures dès que possible. De même, ils sont allés aussi loin que possible dans la voie de la libération de la femme en réalisant l'égalité juridique complète, en autorisant l'avortement, etc., sans cacher que l'émancipation *réelle* n'était pas un problème de droit mais de bouleversement des rapports sociaux, sans essayer de faire passer les vessies de la réalité russe pour des lanternes socialistes.

Pour voir la différence entre une révolution bourgeoise et une révolution « double » il suffit de comparer l'organisation et le comportement de l'Etat issu d'Octobre avec l'Etat issu de la révolution chinoise de 1949. Cette différence est encore plus criante si on revient à l'action *internationale* du pouvoir des soviets. C'est la révolution et la prise du pouvoir en Russie qui ont donné aux bolchéviks la possibilité de reconstituer le parti international. C'est de là qu'ils ont tiré la force de regrouper les courants de gauche des partis socialistes et de leur imposer tout le corps de la doctrine et des principes

marxistes. Pour les bolchéviks, le *but* de la révolution russe c'était « d'allumer la révolution socialiste en Europe ». Le fait même de la révolution russe y a fortement poussé, mais cela ne suffisait pas, cela ne suffisait plus après l'effondrement de la II^e Internationale. Il fallait restaurer, réaffirmer *toutes* les positions théoriques, programmatiques et politiques du communisme, regrouper les forces capables de les revendiquer et de les mettre en œuvre, il fallait reconstituer la direction de cette révolution. Ainsi on peut dire que la plus haute conquête socialiste d'Octobre c'est l'*Internationale Communiste*.

Du « communisme de guerre » à la NEP

En politique, Octobre fut socialiste : le prolétariat s'est emparé, sinon de l'exclusivité du pouvoir, du moins de la suprématie politique ; c'est son parti et lui seul qui dirige l'Etat, et il l'utilise pour *ses fins internationales de classe*.

Dans le domaine économique, les projets des bolchéviks étaient beaucoup plus modestes. La première grande mesure économique fut l'expropriation des propriétaires fonciers, la nationalisation du sol et son attribution aux paysans. Pour avancée et radicale que fût cette mesure, elle n'avait encore rien de socialiste, comme Lénine n'a cessé de le répéter. Cette mesure est même un des souhaits des *capitalistes*, qui voudraient bien se débarrasser ainsi de la classe parasitaire des propriétaires fonciers et récupérer collectivement la rente. Mais si la bourgeoisie anglaise, par exemple, a préconisé cette mesure par la bouche de son théoricien Ricardo, *aucune* bourgeoisie n'a pu encore la réaliser. Même la révolution chinoise n'a pu aller jusque-là. C'est parce que cela implique un déchaînement formidable des luttes des classes, mettant en question *tous* les droits de propriété. Aux bolchéviks, évidemment, cela ne faisait pas peur.

Il peut sembler que dans les années 1918-20, les mesures économiques des soviets soient allées au-delà du capitalisme, dans la mesure où elles *passaient par dessus* les lois de la production et du marché capitalistes. En fait, il ne s'agissait que d'un communisme « de guerre ». Ces mesures ne correspondaient pas à un plan économique, mais aux nécessités *militaires*, et Trotsky a expliqué que dans des situations d'urgence *n'importe quel* Etat est capable de prendre des mesures de ce genre. Dans une « forteresse assiégée », et c'est ce qu'était la Russie dans ces années, il n'y a plus de « rapports de production » qui tiennent ! On suspend toutes les lois économiques au profit de la loi martiale, on essaie de régler la production et la consommation d'après les besoins de la défense armée.

En Russie, les rapports entre l'Etat et la paysannerie, par exemple, ne correspondaient alors à aucun « mode de production » : le pouvoir des soviets protégeait le paysan contre les Blancs soutenus par l'impérialisme qui voulaient lui reprendre la terre, et « en échange » le paysan devait nourrir les villes et l'Armée Rouge. Au besoin, les soviets ré-

quisitionnaient du blé pour les ouvriers, du fourrage pour la cavalerie rouge, du bois pour les trains et les usines d'armement, etc. La distribution des biens de consommation se faisait elle aussi sans tenir compte des règles du marché et du salariat, suivant des critères militaires.

Même dans l'industrie, les exigences de la guerre conduisent les bolchéviks à aller plus vite et plus loin que ne le permettait la rationalité « économique ». De ce point de vue, il aurait été préférable que les entrepreneurs capitalistes continuent à diriger les usines, sous le contrôle des ouvriers et de l'Etat. Mais la plupart d'entre eux étaient passés du côté des Blancs, et ceux qui restaient sabotaient la production, orientée essentiellement vers l'armement ; il a fallu les éliminer, et constituer vaillants que vaillent un appareil de gestion de la production. Cette centralisation de la production dans les mains de l'Etat correspondait moins à une concentration réelle de l'industrie qu'à la situation de guerre civile (ce sera d'ailleurs là une des sources de la « bureaucratisation » des soviets).

Si les bolchéviks ont supprimé ou atténué pendant cette période les lois du marché, ce n'est donc pas pour « passer au socialisme », ce qui était impossible dans la seule Russie, mais pour les besoins de la guerre. La fin de la guerre civile, la consolidation de l'Etat des soviets alors que la révolution marque le pas ou recule en Europe leur placent devant la nécessité de trouver un *modus vivendi* économique. Bien sûr, la victoire du prolétariat en Allemagne aurait modifié les données du problème. Mais en 1921 il était clair que cette victoire n'était pas imminente, que le capitalisme mondial connaissait une stabilisation, toute relative et provisoire certes, mais une stabilisation tout de même, que la bourgeoisie passait partout à l'attaque et que le prolétariat se battait sur la défensive. En attendant son retour offensif, et en travaillant pour réaliser les conditions politiques de ce retour, il fallait empêcher une désagrégation complète de la société russe, qui aurait entraîné la chute du pouvoir des soviets. La réquisition et la répartition d'autorité devaient céder la place à des rapports économiques « normaux ».

Or, l'économie russe, déjà arriérée, avait été dévastée par la guerre impérialiste et la guerre civile ; le niveau de la production était extrêmement bas, pour ne pas dire nul. Ce fait accentuait encore la prédominance de la petite production, non seulement dans l'agri-

culture mais aussi dans l'industrie. Etait-il possible, dans ces conditions, d'obtenir un développement minimum de la production en dehors du cadre mercantile ? Au X^e Congrès du PC russe, en 1921, Lénine pose l'alternative : « Ou bien essayer d'interdire, de bloquer à fond tout développement des échanges privés non effectués par l'Etat, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme [notez bien du capitalisme ! NdT], développement inévitable quand il y a des millions de producteurs. Cette politique serait une sottise et un suicide... Sottise, parce qu'elle est économiquement impossible. Suicide, parce que les partis qui essaieraient de pratiquer une telle politique, aboutiraient à une faillite certaine... Ou bien, ne pas essayer d'interdire ou de bloquer le développement du capitalisme, mais s'appliquer à l'orienter dans la voie du capitalisme d'Etat ».

Lénine montre que cinq types de production s'entremêlent en Russie : l'économie naturelle paysanne ; la production marchande simple, agricole et artisanale ; le capitalisme privé ; le capitalisme d'Etat ; le socialisme. Mais ce dernier, dit-il, n'existe pas dans la matérialité des rapports économiques, il n'existe que comme « possibilité juridique » du fait que nous sommes au pouvoir. Encore une fois, il existe dans le domaine politique, et non dans l'économie ! Dans ces conditions, la lutte à l'ordre du jour n'est pas celle du socialisme contre le capitalisme, mais celle du socialisme politique allié à la forme la plus avancée du capital, le capitalisme d'Etat, contre la petite production capitaliste et même précapitaliste. C'est la petite production qui est l'ennemi, car il est impossible de la contrôler, et elle crée et recrée chaque jour le capitalisme, dit Lénine. Et pourtant, nous devons lui laisser du jeu, nous devons libérer les échanges privés, le marché, car il est impossible de faire circuler autrement les produits de millions de petites entreprises. Loin de pouvoir nous attaquer au capitalisme, nous devons l'encourager, car c'est seulement dans cette forme que, les choses étant ce qu'elles sont, l'économie russe peut se développer. Mais nous devons tenter de le contrôler, et l'orienter vers le capitalisme d'Etat, pour faciliter le passage ultérieur au socialisme.

Alors que la Gauche italienne l'a approuvée sans hésitation ni réserve, cette orientation des bolchéviks a rencontré l'incompréhension et l'opposition des « gauchistes ». Au III^e Congrès de l'IC, la représentante de « l'opposition ouvrière » russe, Kollontai, a réalisé avec les KAPDistes pour expliquer qu'il fallait passer au socialisme... ou alors quitter

le pouvoir. Il est significatif de les voir rejoindre ainsi, par l'autre côté, la vieille position menchévique : socialisme immédiat ou pouvoir à la bourgeoisie. Et il ne faudra pas s'étonner de voir Staline reprendre la même alternative en 1926... pour justifier la « construction du socialisme » dans la seule Russie.

Les uns et les autres ne comprenaient pas le rapport dialectique entre pouvoir politique et économie, ni la stratégie internationale du communisme. Ils ne comprenaient pas que le but de la NEP était le maintien du pouvoir politique et non « l'essor » de la production russe. Les bolchéviks ne faisaient pas du développement de l'économie russe une fin en soi. Celui-ci ne les intéressait que dans la mesure où il était nécessaire au maintien de la « possibilité juridique » qui faisait de ce développement capitaliste des « pas vers le socialisme », et qui surtout leur permettait de mettre toute la force d'un grand Etat au service de la révolution mondiale qui à son tour lui apporterait son aide.

Les « gauchistes » ont insisté sur les dangers qu'il y avait à laisser une certaine liberté au capitalisme en Russie, mais ils n'opposaient que la politique suicidaire de Gribouille à la courageuse tentative des bolchéviks. Ces dan-

S'ils ont perdu ce combat, c'est parce que « l'allié principal » du prolétariat russe a failli à sa tâche. La force pour tenir tête à la poussée du capitalisme russe, le pouvoir des soviets ne devait pas la tirer seulement du prolétariat de Russie, saigné et affaibli par la guerre civile, mais surtout du prolétariat international. Le sort des soviets se jouait moins à Petrograd et dans la campagne russe qu'à Berlin ! « Sans l'aide du prolétariat européen, nous sommes perdus », n'ont cessé de répéter les bolchéviks.

Or, non seulement ce prolétariat n'a pas remporté de victoire révolutionnaire, mais son élan s'est brisé, et sa lutte a reflué. Bien pis, le mouvement communiste international n'a même pas eu la force d'apporter un soutien politique aux bolchéviks, qui sont restés seuls face à la pression du capital international et des forces sociales qui en Russie exprimaient la dynamique du capitalisme.

gers, Lénine les connaissait mieux que qui-conque. Au XI^e Congrès, en 1922, il cite Oustrialov, un émigré porte-parole des cadets ; celui-ci affirmait qu'à travers la NEP les bolchéviks allaient, qu'ils le veulent ou non, construire en Russie un « Etat bourgeois ordinaire », et qu'il fallait donc les soutenir. Aux « doucereux mensonges communistes », Lénine préférait cette « vérité de classe de l'ennemi de classe », et il déclarait sans ambages : « Il faut le dire, ces choses-là sont possibles ! »

Il est certain qu'en laissant du jeu au marché, c'est-à-dire au capitalisme, on libérait un processus dynamique de développement capitaliste, et on alimentait les forces sociales qui sont l'expression et les défenseurs du capitalisme. Il fallait le faire, mais il fallait aussi essayer de contenir et de contrôler ce développement, d'empêcher ces forces sociales de prendre le dessus. C'était risqué, c'est vrai, mais il fallait courir ce risque — ou capituler sans conditions. Les bolchéviks ont accepté le combat, le combat du pouvoir prolétarien pour contenir et orienter un développement du capitalisme qu'il ne pouvait pas « bloquer » complètement. Ce combat, hélas, ils l'ont perdu ; nous l'avons perdu.

Ces forces ont trouvé une expression politique dans le PC russe lui-même. C'est compréhensible, puisque la révolution avait éliminé et détruit tous les autres partis. Aucun parti, fût-il le meilleur et le plus solide, n'est immunisé contre une telle pénétration et une telle déformation, et il faut bien voir que le parti bolchévique de 1926 n'était plus celui qui avait fait Octobre. Après la victoire de la révolution et de la guerre civile, une quantité de gens qui n'avaient de communiste que le nom s'étaient infiltrés dans le parti. Des arrivistes et des profiteurs, attirés par les avantages du pouvoir, évidemment, mais aussi quantité de gens qui pour être sincères et honnêtes n'en étaient pas moins dépourvus de la formation et de la trempe des vieux militants, dont beaucoup étaient tombés pour la révolution. Peu avant sa mort, Lénine, appuyé par la vieille garde, préconisait une épuration sévère du parti. Il était envisagé d'éliminer quelque 100 000 membres,

« certains parlent de 200 000, et ceux-là me plaisent encore mieux », disait Lénine. Cette épuration n'a pas eu lieu. Au contraire, après la mort de Lénine, le secrétariat ouvrira encore davantage les portes du parti et, digne pendant de la momification de Vladimir Ilitch, fera entrer dans le parti la « promotion Lénine » : 250 000 nouveaux membres !

Dans ce parti, les bolchéviks confirmés se trouvaient ainsi de plus en plus isolés et débordés par des éléments sans base politique sérieuse, tout juste capables de ricaner stupidement quand Trotsky leur rappelait les positions élémentaires du bolchévisme, des gens sans formation révolutionnaire et soumis aux pressions immédiates de la situation. Ce parti, dont le contrôle échappait de plus en plus aux bolchéviks, pouvait alors décider le plus démocratiquement du monde de construire « le socialisme » dans la seule Russie.

Nous disons que cette décision impliquait une véritable contre-révolution. C'est si vrai que, pour l'imposer effectivement, le stalinisme ne pourra pas se contenter d'éliminer politiquement la vieille garde bolchévique, mais devra l'exterminer physiquement dans les prisons, les camps de concentration, par les procès spectaculaires et les exécutions discrètes. Ce ne sont pas seulement les dirigeants que tout le monde connaît, mais aussi des dizaines de milliers de militants anonymes qui ont été massacrés au cours des années suivantes.

C'est que cette décision renversait, au sens propre, toute la ligne bolchévique. Pour les bolchéviks, le but de la révolution russe n'était pas le « socialisme en Russie », mais la révolution mondiale. Si leur pouvoir politique était socialiste, ils ne se payaient pas de mots et appelaient *capitalisme* le développement de l'économie russe, développement qu'ils étaient prêts à assumer pourvu qu'il leur permette de garder le pouvoir politique au service du prolétariat international.

Renoncer à attendre (!) la révolution mondiale et passer au socialisme en Russie, décréter qu'on l'y construirait *tout de suite*, transformait ce qui était pour les bolchéviks le moyen en but et, fatalement, leur but en moyen. Car on faisait ainsi du développement de l'économie russe une fin en soi et alors, inéluctablement, l'influence que par l'Internationale, l'Etat russe exerçait sur le prolétariat international, tendait à mettre ses luttes au service de cette fin.

Il ne s'agit, il est vrai, que d'un renversement politique. Mais, dans la mesure où ce renversement entrait en pratique, il suffisait pour enlever tout caractère socialiste à l'URSS, puisque son « socialisme » n'avait jamais été que politique, précisément. Puisque son « contenu social » était celui d'une révolution bourgeoise menée jusqu'au bout et à fond, c'est-à-dire la destruction radicale de toutes les formes et de tous les rapports précapitalistes mais avec ceci que, grâce à l'Etat prolétarien dirigé par le Parti communiste, la société était dirigée, à travers le capitalisme vers le communisme.

Victoire de la contre-révolution

Par rapport au contenu économique et social strictement immédiat de la révolution russe, le stalinisme n'était évidemment pas contre-révolutionnaire ! Au contraire, il était son expression politique, contre la politique prolétarienne internationaliste des bolchéviks. Ceux-ci avaient détruit tous les obstacles féodaux s'opposant à l'essor du capitalisme, mais ils voulaient le contenir, le contrôler, l'orienter, parce que leur but était plus large. L'élimination politique et physique des bolchéviks, c'est la destruction des obstacles prolétariens à l'explosion du capitalisme : ceux-ci écartés, il démarre en trombe. A preuve, c'est à ce moment-là, avant que le « génie planificateur » de l'Etat s'en soit mêlé, que l'économie russe connaît les taux d'accroissement de la production les plus élevés, des taux que ni la « contrainte » stalinienne, ni « l'émulation » post-stalinienne ne permettront plus jamais d'atteindre.

Le « socialisme dans la seule Russie », c'est la contre-révolution bourgeoise en Russie, parce qu'il signifie la destruction de toutes les options prolétariennes de l'Etat, que l'Etat n'est donc plus dirigé par le prolétariat, ne défend plus ses intérêts de classe, mais les intérêts du développement capitaliste en Russie.

Il est clair que cette contre-révolution n'a pas été un acte instantané ; l'élimination du

bolchévisme du pouvoir s'est effectuée à travers une lutte complexe de fractions, liée aux vicissitudes de la lutte internationale. En 1926, on n'avait pas le droit de dire que les jeux étaient faits : un retour de flamme du prolétariat européen pouvait encore modifier le rapport des forces en Russie. Cette contre-révolution n'en a pas moins été réelle, et sa délimitation politique s'est dessinée justement en 1926. Au cours des années suivantes elle deviendra un fait accompli et alors, ayant perdu le pouvoir en Russie, le prolétariat n'aura plus rien à y défendre.

Trotsky a soutenu à l'époque qu'il y avait seulement une « révolution politique » à faire en Russie. La formule n'est pas vraiment fautive, mais elle est ambiguë. Si on entend par là que, dans l'économie, la révolution socialiste est déjà faite, elle est aberrante. Elle est juste, par contre, si on comprend que même si nous avions pu reprendre le pouvoir politique contre le stalinisme, nous n'aurions pas fait plus de socialisme que lui, précisément parce que le passage au socialisme n'était pas à l'ordre du jour en Russie. Autrement dit, nous ne reprochons nullement au stalinisme de ne pas avoir fait le socialisme en Russie : les bolchéviks ont répété sur tous les tons que c'était impossible !

Le triomphe de la contre-révolution bourgeoise n'a cependant pas fait de l'Etat russe un Etat bourgeois « comme les autres ». Contre-révolutionnaire par rapport au prolétariat et au communisme mondial, il était l'expression et l'instrument de l'élan vers le développement capitaliste de l'immense empire des tsars, élan qui, localement, était encore révolutionnaire, au sens bourgeois. Cet aspect contradictoire de l'Etat russe a causé bien des erreurs. Certains, sensibles à son côté révolutionnaire (bourgeois), ont à tout prix voulu y voir du socialisme ; d'autres, impressionnés par sa pratique contre-révolutionnaire (par rapport au prolétariat), ont voulu l'identifier aux vieux Etats bourgeois.

Mais, s'il est faux de voir du socialisme en Russie, il l'est tout autant d'y voir simplement du « capitalisme d'Etat ». En fait, l'économie russe était encore très en deça du capitalisme d'Etat — qui est une notion économique et non juridique — bien que la fuite ou l'expropriation des bourgeois ait remis à l'Etat la propriété des grandes entreprises industrielles. Lénine le savait bien, lui qui expliquait que la réalisation d'un vrai capitalisme d'Etat aurait constitué un pas vers le socialisme, à condition que le prolétariat conserve le pouvoir politique. Car si le capitalisme d'Etat reste... du capitalisme, il n'est pas le même dans un Etat dominé par le prolétariat que dans un Etat bourgeois.

Après l'éviction du prolétariat du pouvoir, le capitalisme russe, partant d'un niveau très bas et morcelé, *tendra* vers des formes développées et concentrées, tout au moins dans l'industrie. Pour s'assurer la neutralité de la paysannerie, le stalinisme a en effet été conduit, après des erreurs assez catastrophiques, à passer avec elle le compromis du kolkhoze. Cette forme *pré-capitaliste* qui combine la coopérative avec la petite exploitation familiale, est une forme stable et si peu propice au développement de la productivité, que la *sous-production* agricole constitue aujourd'hui encore un frein au

développement de l'industrie; non seulement elle oblige l'Etat à importer du blé (au lieu d'ordinateurs...), mais elle fixe une importante partie de la population active à la campagne. Tout l'effort de l'accumulation capitaliste en Russie a pesé sur le prolétariat, qui a été soumis à une exploitation forcée, dans laquelle les pires formes d'extorsion de plus-value, comme le salaire aux pièces, ont été présentées comme des « conquêtes socialistes ». Nous n'aurions peut-être pas fait plus de socialisme en Russie que Staline, mais nous aurions fait *moins de capitalisme!*

Essor capitaliste de la Russie

Pendant cette période d'accumulation accélérée, il a pu sembler que l'intervention autoritaire de l'Etat empêchait le libre jeu des lois du marché, de la concurrence et du capital. C'était là un des aspects prétendus socialistes de la Russie. Mais, dans la mesure où cette intervention était réelle, elle n'exprimait nullement un *dépassement* du capitalisme. Bien au contraire, c'est parce que le capitalisme russe était encore *trop faible et trop peu développé* qu'il avait besoin de cette tutelle de l'Etat. Il n'aurait pas supporté le choc direct avec le marché mondial; il n'aurait pas supporté une résistance ouvrière; il n'aurait pas supporté le libre affrontement du marché; il n'aurait pas pu se développer aussi vite, si la pression de l'Etat n'avait pas imposé l'accroissement de la production *coûte que coûte*. Si localement, au niveau de telle entreprise, le « plan » exigeait tel accroissement de la production sans s'occuper de la rentabilité, c'est parce qu'il fallait d'abord porter la production et la rentabilité *générales* à un niveau suffisant; parce que le capitalisme russe était encore *en-dessous* du seuil où le jeu des lois économiques le fait marcher, parce qu'il fallait *forcer* l'accumulation générale pour atteindre ce seuil le plus vite possible.

Dès cette époque nous avons montré d'une part que, malgré les prétentions « socialistes » de cette intervention étatique, le développement de l'économie russe suivait globalement les lois du capitalisme. D'autre part, que ce développement même la conduirait au stade où il lui faudrait s'inquiéter de la rentabilité de *chaque* entreprise et de *chaque* fraction de capital; un stade où la fausse unité de « l'industrie d'Etat » devait éclater, la concurrence entre secteurs et entreprises apparaître ouvertement pour réaliser une meilleure rentabilité et lutter contre la baisse du taux de profit, pour éliminer les entreprises moins rentables et se diriger ainsi vers une *véritable* concentration et centralisation du capital.

La fameuse « libéralisation » krouchtchevienne, loin d'être un retour à Marx et Lénine, exprimait précisément les exigences de ce nouveau stade où, comme Krouchtchev l'a dit au XXII^e Congrès, « il faut que chaque rouble investi rapporte le plus possible ». Les maoïstes veulent reconnaître là une « restauration capitaliste »; mais on ne saurait restaurer ce qui n'a jamais été aboli! Il s'agit simplement du passage à un stade *plus avancé* du capitalisme russe, un stade où il ne peut plus faire illusion. De

fait, les économistes et hommes d'Etat russes n'ont cessé de reconnaître de plus en plus ouvertement que les *mécanismes* qui régissent l'économie russe ne sont rien d'autre que ceux du capital. A un adjectif près: en Russie, le salaire est « socialiste », le marché est « socialiste », le profit est « socialiste », bref, le ... capital est « socialiste » par définition. Ça ne change évidemment rien à son fonctionnement, et s'il y a des différences entre le capitalisme de l'Est et celui de l'Ouest, elles tiennent surtout au fait que le premier est encore en train de former son marché intérieur, encore peu lié au marché mondial, encore ascendant, bref encore relativement jeune (voir par exemple notre récente étude sur la planification russe dans *Programme Communiste*, n° 71).

Le fait que l'Etat russe ait présidé et préside au développement du capitalisme russe, créant ainsi les *bases matérielles* du communisme (en socialisant la production)

et la *force sociale* qui doit le réaliser (en transformant le moujik russe et le nomade tartare en prolétaire moderne), est évidemment un fait historique positif. Cela suffit-il pour en faire un Etat socialiste? Non. Cela montre seulement que dans son territoire il a accompli ce qui est précisément la *tâche historique de la bourgeoisie et du capitalisme*.

Cela ne suffit pas non plus pour en faire un Etat capitaliste. Nous étions prêts à prendre en charge cette tâche bourgeoise, et qui serait restée *bourgeoise* bien qu'accomplie de façon moins féroce et sanginaire.

Ce qui montre la nature de classe de l'Etat russe, c'est le fait que pour accomplir sa tâche bourgeoise, il a détruit non seulement l'Etat issu d'Octobre mais surtout le *mouvement communiste international*, c'est qu'il travaille depuis un demi-siècle déjà à la conservation et à la stabilité du capitalisme mondial.

*

Nous avons dit que la contre-révolution bourgeoise en Russie avait mis quelques années à s'imposer. En 1936, elle est déjà si bien assurée qu'elle assassine ouvertement les dirigeants de la révolution et l'état-major de l'Armée Rouge. En même temps elle abolit la Constitution de 1918, pour octroyer à la Russie la « constitution la plus démocratique du monde », une constitution qui mérite bien son nom, puisqu'elle instaure en Russie une « république bourgeoise du type habituel ». Un peu plus ouvertement policière et terroriste, peut-être, mais cela se comprend si on pense qu'elle venait d'arracher le pouvoir au prolétariat, et qu'elle devait imposer à toutes les classes une accumulation forcée du capital.

Cette constitution transforme les soviets en assemblées de type parlementaire. Elle accorde l'égalité politique à tous les citoyens, les mêmes droits et les mêmes devoirs. Comme l'ensemble de l'Etat, l'armée cesse d'être une *armée de classe*, pour devenir

une armée nationale « de tout le peuple ». La loi n'est plus contingente et transitoire, mais se prétend codification idéale et éternelle de la vie sociale. Elle consacre la famille, le patriotisme (grand-russe, bien sûr), exalte la langue russe, la culture nationale, etc. Bref, elle abolit tous les aspects qui faisaient de l'Etat russe « autre chose » qu'une république bourgeoise ordinaire.

Mais, de même que l'action révolutionnaire des bolchéviks était essentiellement tournée vers la révolution mondiale, l'action contre-révolutionnaire du stalinisme s'est manifestée surtout dans le domaine de la lutte de classe internationale. Il est significatif que 1926, année du « socialisme dans un seul pays », soit aussi l'année du sabotage de la grève des mineurs anglais, soumis aux bonzes des trade-unions par le « Comité anglo-russe », et celle du massacre de Shanghai et de la liquidation du PC chinois, à qui on avait imposé une politique menchévique de soumission au Kuomintang.

La contre-révolution à l'œuvre

La faiblesse du mouvement mondial, européen surtout, avait permis le triomphe de la contre-révolution en Russie. Celle-ci est revenue comme un boomerang sur le mouvement communiste pour transformer sa faiblesse et son recul en désastre. Là aussi, elle a procédé de façon graduelle. Elle a pris appui sur les erreurs et les oscillations de l'IC, accentuant ces erreurs et amplifiant ces oscillations, jusqu'au point de rupture où s'est brisée irréversiblement la ligne politique qui faisait du Komintern la direction du mouvement révolutionnaire mondial.

On peut dire qu'avec l'effondrement sans combat du PC allemand en 1933 et le passage aux Fronts populaires en 34-45, cette rupture est accomplie. Dès lors, les PC ne travaillent plus qu'à sauvegarder le capitalisme mondial, à lui soumettre le prolétariat aussi bien que les peuples opprimés des colonies et semi-colonies.

Il est vrai, toutefois, qu'ils restent liés à Moscou et que, pendant toute une période, l'Etat russe a pu les utiliser au service de sa diplomatie et de sa défense nationales. Le fait de mettre le grappin sur l'IC et de pouvoir orienter l'activité des PC constituait évidemment un atout formidable pour l'Etat russe face aux autres Etats bourgeois; il ne s'en est pas privé! La Chine, par contre, n'est pas parvenue à se créer une semblable force d'appoint, et ce n'est pas étonnant: une Internationale révolutionnaire peut dégénérer et tomber dans les mains de la bourgeoisie, il est difficile de « fabriquer » une Internationale opportuniste de naissance.

Le lien avec Moscou a d'ailleurs servi à masquer en partie le passage des PC à la collaboration de classe. Ils servaient la conservation capitaliste à l'échelle mondiale, à travers la Russie, cela leur permettait de garder un peu les distances par rapport à leurs bourgeoisies respectives. Pendant toute

une période, les PC ont ainsi oscillé entre la défense ouverte des intérêts de leur bourgeoisie et de leur économie nationales, et une « opposition » qui, pour être parfois violente, ne se plaçait nullement sur un terrain de classe, mais découlait du jeu de la diplomatie et des alliances russes. Simplement à titre d'exemple, citons la parodie de « défaitisme révolutionnaire » à laquelle le PCF s'est livré en 1939, au moment du pacte germano-soviétique, en rupture ouverte avec sa politique patriotarde et belliciste des années précédentes.

Cet exemple montre cependant les limites de cette opposition, et l'irréversibilité de l'évolution des PC. Pour détruire les positions et les traditions révolutionnaires, le stalinisme s'est appuyé sur les éléments les plus « douteux » des PC, sur les social-démocrates mal rougis qu'une sélection insuffisamment sévère avait laissé entrer. Ce fait même, renforcé par sa ligne politique anti-communiste, encourageait dans ces partis la tendance à collaborer avec leur propre bourgeoisie. Ainsi, en 1939, le PCF s'était déjà complètement chauvinisé, il a très mal pris le pacte germano-soviétique, et n'a retrouvé son assurance que lorsqu'il a pu se lancer sans réserve dans la résistance et le superpatriotisme.

Pendant et après la deuxième guerre impérialiste, l'encadrement du prolétariat était assuré par les deux groupes de partis opportunistes, les PS et les PC, liés respectivement aux deux centres de la domination capitaliste du monde, les USA et l'URSS. Ces partis travaillaient tantôt la main dans la main, tantôt l'un contre l'autre, selon le degré d'entente ou de dispute de leurs patrons, selon que leurs intérêts communs de conservation capitaliste du monde ou leurs intérêts particuliers de puissances rivales passaient au premier plan.

Mais le rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat a sa dynamique propre, et elle s'ajoute aujourd'hui aux tendances centrifuges que l'exaspération de la concurrence fait naître dans les deux blocs. Ces partis sont de plus en plus obligés de servir les intérêts capitalistes au niveau de leur bourgeoisie, de leur économie, de leur Etat. Inévitablement, les PC sont conduits à décrocher de la Russie et à mettre en avant les fameuses « voies nationales au socialisme », c'est-à-dire les voies nationales et non plus « supra-nationales » de la collaboration de classe.

En même temps qu'ils soumettaient pratiquement le prolétariat aux intérêts du capital, dans la guerre et dans la reconstruction, dans les guerres coloniales et dans la « décolonisation », dans l'expansion de l'après-guerre comme dans les débuts de crise actuels, le stalinisme et ses successeurs ont réalisé une liquidation théorique et politique totale du mouvement communiste. Pour présenter comme « construction du socialisme » le développement du capitalisme en Russie, ils ont été obligés de falsifier complètement le marxisme, de défigurer non seulement la notion de socialisme mais celle même de capitalisme. Ce mode historique de production qui est défini fondamentalement par la production de marchandises au moyen du travail salarié, toutes les autres catégories du capital découlant de cette base, ils l'ont tout bonnement identifié à la « propriété personnelle » des moyens de production. Alors que Marx et Engels ont montré que le capital tend lui-même à se dépersonnaliser, ils ont prétendu que le « passage au socialisme » c'est simplement la dépersonnalisation complète du capital par son étatisation, tous les rapports et tous les mécanismes de fonctionnement du capital restant en vigueur.

En réalité, cette dépersonnalisation et concentration suprême du capital n'est que l'antichambre dialectique du socialisme, et elle ne l'est que dans la mesure où le pouvoir prolétarien entend la destruction de ces rapports et mécanismes. En les posant au contraire comme naturels et éternels, les stalinistes ont supprimé la nécessité historique de la révolution et de la dictature du prolétariat. Tôt ou tard, ils devaient alors en arriver, après les avoir combattues depuis longtemps déjà en fait, à les abjurer aussi en théorie; ils devaient en arriver à renier ouvertement révolution et dictature de classe au profit d'un « front de tout le peuple », d'une « démocratie populaire », « avancée »

ou « véritable ». Réciproquement, leur vision d'un « passage pacifique et démocratique » à un « socialisme aux couleurs de la Yougoslavie, de la France ou du Lichtenstein », « socialisme » qui n'est qu'un mythe capitaliste sans contradictions ni exploitation ou oppression, justifie la soumission pratique des prolétaires à l'intérêt de leur capital national.

La conséquence de la contre-révolution qui a prétendu construire le socialisme en Russie, c'est que le prolétariat comme force autonome est absent de la scène historique depuis un demi-siècle. Non seulement il n'a pas pu se battre pour son émancipation historique, mais il n'a même pas été en mesure de défendre efficacement ses intérêts immédiats. Aujourd'hui encore, au moment où les premières secousses de la crise ébranlent la prospérité et l'expansion capitalistes, où les salaires baissent tandis que le chômage augmente, où dans tous les pays la bourgeoisie accentue sa pression matérielle et politique sur le prolétariat, celui-ci ne réagit encore que par des luttes sporadiques et éparpillées.

Alors que certains parlent de « situation révolutionnaire » ou proclament même que « la révolution prolétarienne a commencé en Europe », le prolétariat n'a malheureusement même pas trouvé encore la force de mener les luttes de défense de façon vraiment efficace et d'en faire un terrain d'organisation classiste large et durable. Pour briser l'encadrement opportuniste qui endigue et bloque les luttes ouvrières il faudra, nous le disons depuis des années, la conjonction de deux phénomènes: l'explosion violente de luttes prolétariennes produites par la crise économique et sociale du capitalisme et la reconstitution du parti de classe et de son influence sur au moins l'avant-garde prolétarienne. Or, dans la dure lutte pour cette reconstitution du parti, le pseudo-socialisme russe (et, a fortiori, chinois ou autre) constitue un obstacle terrible, à la fois sur le plan pratique et théorique.

Pratiquement, ceux qui croient peu ou prou à l'existence d'éléments socialistes en Russie, restent toujours plus ou moins liés à l'U.R.S.S. et aux P.C. En effet, ils sont fatalement conduits à postuler que l'Etat russe et les PC défendent toujours « d'une certaine façon », « mal », « insuffisamment », etc., mais défendent malgré tout la cause du socialisme. Du coup, même ceux d'entre eux qui ne vont pas jusqu'à présenter l'Etat russe actuel comme « une forme de la dictature du prolétariat », s'arrêtent toujours à mi-chemin dans leur critique de la Russie

et des PC. Ils n'arrivent pas à rompre effectivement avec eux, au contraire, ils ramènent et soumettent à l'opportunisme les éléments d'avant-garde qui tentent de lui échapper. Ces gens qui demandent inlassablement aux PC de « rompre avec la bourgeoisie », démontrant par là leur incapacité à rompre avec l'opportunisme, se justifient par deux séries d'arguments ; l'une assimile faussement l'opportunisme social-chauvin, agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat, à un réformisme naïf exprimant les intérêts immédiats des ouvriers ; l'autre découle justement de leur « analyse » de la Russie.

Mais cette analyse les conduit précisément à participer à la négation et à la destruction de la théorie révolutionnaire, en falsifiant la vision marxiste du socialisme et du passage au socialisme. On trouve là toutes les variantes de « monstres théoriques ». Depuis ceux qui croient qu'il y a « du socialisme » dans l'économie russe alors que le pouvoir n'est pas dans les mains du prolétariat, ce qui voudrait dire que *n'importe qui* peut réaliser le passage au socialisme, jusqu'à ceux qui soutiennent non seulement que l'économie russe est socialiste et échappe aux contradictions du capital (au moment où les dirigeants russes sont obligés d'avouer qu'ils sont en plein dedans), mais aussi

qu'il s'agit bel et bien d'une forme de la dictature du prolétariat ; ce qui voudrait dire que la dictature du prolétariat dans un pays pourrait s'appliquer à écraser le mouvement international du prolétariat !

De la notion marxiste fondamentale, de la dictature du prolétariat, il ne reste rien dans ces gens-là, pas plus que chez ceux qui l'identifient à un quelconque bloc de classes. Nous préférons encore avoir affaire aux anarchistes et anarchisants en tout genre, qui déniaient à la révolution d'Octobre elle-même tout caractère socialiste. C'est normal de la part de gens qui ignorent ou méprisent la lutte politique, qui contestent la nécessité d'un Etat prolétarien, de la dictature, et du parti qui doit les diriger. Eux, au moins, sont cohérents.

Contre les uns et les autres, nous avons montré que la révolution comme la contre-révolution, la victoire comme la défaite confirment le marxisme, seule base possible pour une renaissance du mouvement de classe. Contre tous les tenants d'une quelconque démocratie, nous avons tiré la leçon de l'une comme de l'autre : la seule « garantie » de succès dans l'offensive comme de résistance dans la défensive réside dans la solidarité et la fermeté théorique, politique, tactique et organisationnelle du Parti.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N° 1 à 46 épuisés
 - N° 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N° doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N° 58, 71, 72, 73 10,00 F
 - N° 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N° 64, 65 6,00 F
 - N° 66, 67, 68, 74 à 81 8,00 F

- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volumes 1 à 4 en reliure
 - Volume 5 : du n° 211 au n° 257 (années 1976-77) 40,00 F

- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 1. Communisme et fascisme, 158 pages épuisés
 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 55 pages en réimpression
 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages épuisés
 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 30,00 F

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 48,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 2. Fuerza y violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 3. Partido y clase 6,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classes em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 1. Teses características do partido : bases de adesão 3,00 F
 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 3. Os fundamentos do comunismo revolucionário 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris.
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de Saro
 Envoi : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.

PRESSE DU PARTI

LE PROLETAIRE

bimensuel en langue française

PROGRAMME COMMUNISTE

revue théorique trimestrielle

COMMUNIST PROGRAM

revue théorique en langue anglaise

IL PROGRAMMA COMUNISTA

bimensuel en langue italienne

EL PROGRAMA COMUNISTA

revue théorique en langue espagnole

EL COMUNISTA

mensuel en langue espagnol

EL PROLETARIO

bulletin bimestriel d'Amérique latine

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

revue théorique en langue allemande

PROLETARIER

journal bimestriel en langue allemande

EL OUMAMI

bimestriel bilingue français-arabe